

Compte-rendu Journée Europe du RTES
Réseau des collectivités Territoriales de l'Economie Solidaire
Jeudi 16 janvier à la Mairie du 20° de Paris (environ 80 personnes)

Pièces jointes disponibles sur le site et un compte-rendu
<http://rtes.fr/Retours-de-la-Journee>

Introduction d'une élue du 20° et d'une élue de Paris (Antoinette Guhl)

Rencontre pour répondre aux besoins des adhérents ; accompagner les évolutions vers ESS dans les pays et dans les collectivités et promouvoir les entreprises ESS.

Questions : sommes-nous satisfaits des orientations EU pour appuyer la dimension territoriale ? En discuter pour alerter sur ce qui ne va pas.

Un Intergroupe informel a été reconstitué au Parlement Européen :

- Rien dans la communication de la Commission sur l'ESS 2015. Il faut passer aux actes
- Le RTES était le seul réseau de collectivités à Strasbourg en janvier 2015. La question de l'ancrage territorial semblait inutile à beaucoup des entrepreneurs sociaux présents.
- Réorienter vers du plus transformatif. En France c'est orienté SCIC, Régions et insertion sociale. Peu de choses sur les finances solidaires, sur les circuits courts dans la cartographie de l'ESS de la Commission, la citoyenneté et l'hybridation des ressources.
- Il faut obtenir de réorienter les financements et donc mieux valoriser nos critères, pour que les entreprises sociales ne soient pas dépendantes du marché, en améliorant les relations avec les collectivités, sans allégeance. Il est dur de faire reconnaître, sans indicateurs à la clé. D'où ce gros travail sur la façon dont vont fonctionner les fonds et les Programmes opérationnels des Régions.

Intro Denis Stokkink sur l'ESS en Europe

- L'ESS n'existe qu'en France et l'économie sociale ne veut rien dire en Allemand. Qu'y a-t'il de commun ? Historiquement, 2 approches : par les statuts et par les finalités. Les familles ne sont pas partout les mêmes en Europe (l'Italie n'a pas de mutuelle, mais est pionnière sur les organisations de 2d niveau ; pas d'association au RUni...). Par finalité de l'organisation économique : elle est sociale et collective, et passe par les membres. Ce sont donc les caractéristiques de l'organisation qu'il faut l'examiner. Les lois ESS : loi-cadre forte au Portugal, Espagne, Grèce ; des lois techniques (France...) ; cadre législatif en développement...
- Historique : La constitution d'une plateforme en 2001 à Tours (Secrétariat d'Etat Economie Solidaire Hascoet) ; depuis 2011 des progrès avec la reconnaissance de la finalité sociale et environnementale. La France a échoué à faire adopter son projet de statut de mutuelle européenne qui n'a pas convaincu
- Pas d'ESS dans le triangle institutionnel (Parlement, Commission, Conseil européen). Le Comité des Régions est quasiment inexistant en matière d'ESS.
- L'intergroupe au Parlement européen est informel mais précieux. Présidé par Ian Ollson (Suédois) du réseau REVES (je l'ai revu après 20 ans, ça date de la période DÉLOS Constellation que nous où nous avons monté ensemble en 1994 ou 1995 !!!)
- Très important de souligner l'enjeu de plus en plus transversal de l'ESS, car ce sont des portes à pousser, avec d'autres pour obtenir d'être représentés. Les montants consacrés à ces enjeux transversaux sont considérables : exemple de marchés publics : c'est 20% des marchés. L'ESS est 3% de ces 20%. Les progrès possibles sont considérables.

- La transposition de la nouvelle directive ouvre des portes aux acteurs sociaux et aux collectivités pour développer l'ESS !
- 2011/2012 a marqué un tournant en reconnaissant l'innovation sociale (après l'effondrement boursier de 2008). Mieux coordonnées au niveau européen, l'économie sociale + l'innovation sociale ont des potentiels importants.
- L'Initiative Economie Sociale (IES) n'a pas de suite envisagée dans le plan Junker. Quel rôle pour l'Intergroupe au Parlement Européen ? Une Unité économique et sociale à la Commission lui semble inutile. Un travail sur les statuts européens ? Les questions de l'impact social, une définition de l'économie sociale (il est pour un rapprochement de l'ESociale et de l'ESS pour éviter l'écartèlement), les directives des marchés publics, sont des enjeux transversaux qui lui semblent importants.

Présentation des fonds

et qui va coordonner quoi (je laisse tomber, mais c'est d'une complication ++). L'AVISE et le RTEES ont coopéré pour décortiquer les Programmes opérationnels des Régions (300 à 400 pages chacun, tous validés) et tirer au clair comment on y retrouve l'ESS (ces fiches /Région seront actualisées de façon définitive ; un résumé ouvert aux populations préparé.

- Innovation sociale et ESS sont des objectifs spécifiques. La conception reste assez large et peu distinctive. Quelques Régions ont un développement ESS dédié (Alsace, Aquitaine, Rhône-Alpes, Ile de France...)
- Peu de choses sur l'innovation sociale, sinon pédagogique
- L'ESS relève de l'Etat, en lien avec les Conseils Régionaux et les PLIE
- Peu d'informations sur le développement local: relève du Ministère de l'Agriculture (!)
- Peu de choses sur les formes de coopération : les PCTE sont identifiés en Pays de Loire, Picardie, Rhône-Alpes et ...
- L'ESS est incluse dans les formes de reprise d'entreprises

Table-ronde européenne : Rôle des collectivités territoriales

Piotr Wolkowski : Association Métropole Gdansk

(il se trouve qu'il vivait en France et que l'on s'est connu dans le cadre de l'APES, quand j'ai travaillé pour l'APES en 2001). Une politique publique polonaise est en train de se mettre en place en Pologne avec 49 collectivités. Il n'existe pas d'intercommunalité. Il participe au travail sur la notion de « métropole » : 2 existent déjà. C'est à dominante Top down. Que peut-on faire à cette échelle : entre la facilitation à l'accès bancaire et le style italien ? Les mentalités sont très différentes, même après 25 ans d'indépendance, les coopératives ne sont pas le bon produit à proposer ! Avancée dans un travail concernant les handicapés.

Felice Scalvani, conseiller municipal aux affaires sociales de Brescia (200 000 habitants)

Comment travailler ensemble entre collectivités et acteurs de terrain sur le welfare ? Il faut éliminer la concurrence, donc c'est parti sur une ville zéro compétition à Brescia. La force de l'action, c'est la capacité de travailler ensemble ! Une tavola citoyenne a été mise en place, réunissant toutes les organisations, services sociaux, usagers, petite enfance, handicapés, etc. Quelle action de l'administration pour quel service, afin d'être innovatifs, pour que le transfert des moyens soit optimisé entre administration et gestionnaires des problématiques ? Cela fait appel à la disponibilité pour se remettre en question et bâtir des réponses qui n'existent pas. Un an de réflexion (2014) pour bâtir un programme pluriannuel qui a débuté en 2015, de façon transparente. L'Europe a beaucoup besoin de développement de ce point de vue pour transformer l'approche. Il y a de gros besoins dans les villes moyennes comme Brescia.

Laurent Moulinot, conseiller d'Etat en charge du Logement au Gouvernement de Genève jusqu'en 2005. La transparence ça paie ; la directive sur la concurrence qui oblige à remettre sur le marché les conventions passées, tous les 5 ans, est meurtrière pour l'ESS, pour les PME et les non-spécialistes : car le seul critère qui reste est la baisse des salaires ! Il faut convaincre nos états-nations de mettre des limites.

Piotr Wolkowinski: Les nouveaux appels d'offres européens permettront à 12 villes de travailler ensemble sur ces questions : achat public ; concurrence ; structuration ESS. Il faut voir comment on va s'organiser pour travailler ensemble, il est important de savoir comment ça se passe chez les uns et chez les autres, avec Un Erasmus. Venez nous apprendre sur les valeurs, vous, la France. On en a drôlement besoin en Europe Centrale.

Denis Stokkink : il n'y a pas qu'Erasmus, il y a Interreg. Sur le thème de l'économie circulaire, il y a beaucoup de pistes pour des projets européens.

Arnaud Pixteren, (jeune) député régional bruxellois : L'économie informelle, en transition, les groupements d'achats/consommateurs, c'est important. Il n'y a pas que l'ESS. Il faut pour rester libre et créatif, éviter que l'ESS passe pour une recette du passé. Il faut se connecter avec ces initiatives émergentes pour accompagner l'institutionnalisation. Ne pas enfermer l'ESS dans une case pour s'en revendiquer seulement comme entreprise. Il nous faut promouvoir des indicateurs alternatifs : nous avons un énorme travail à faire là-dessus ; à développer en réseau ; mettre en évidence les bonnes pratiques, plutôt que crouler sous la paperasse du reporting !

Josette Combes : présente le RIPESS et dit qu'un réseau ESS est en train de se mettre en place en Grèce ; cela répond à la créativité sociale.

Piotr Wolkowinski : il n'y a pas que le nombre d'emplois, il nous manque un langage commun sur l'ESS pour travailler avec les collectivités.

Françoise Bernon (Le Labo de l'ESS) : le système libéral finance par externalisation les coûts jugés non productifs et mégote sur le financement de l'ESS !

Table-ronde des réseaux d'acteurs et d'élus de collectivités

Ian Ollson présente REVES : 18 pays, 80 membres dont 5 à 10 en France

Action politique : dans le processus de production de la politique : reconnaissance de l'entreprise sociale, relancer avec la nouvelle commission. Il faut anticiper et préparer la politique de cohésion et renforcer nos partenariats sur les 4 à 5 ans

Pour la transposition de la directive, c'est aux membres de travailler dans leurs Etats. Innovation, on en discute. Pas la mutualité, mais des mutualités à l'échelle territoriale

Des groupes de travail pour échanger

Espère un projet interreg entre membres

Présentation du Bureau de représentation des Régions à Bruxelles et **Aïssiatou N'Diaye-Sydné** celui de Midi Pyrénées

Cyril Kretzschmar : ARF (Rhône Alpes)

Il y a une commission Europe à l'ARF. C'est une révolution administrative et politique que de devenir gestionnaire de fonds structurels pour les collectivités ! Comment ça va se passer ? avec les fusions de régions, l'articulation avec Etat et Europe ?

La question est celle de notre ambition politique partagée sur l'ESS pour générer l'avenir que nous voulons.

Deux postures sont possibles :

Ou spécifique et sectoriel, ou généraliste avec le risque de dilution de l'objectif. Comment un développement économique soutenable peut-il profiter au plus grand nombre est la bonne question à se poser. Le travail de l'AVISE est très utile pour y voir clair, car les positions des régions sont très diverses. Toutes les opportunités sont bonnes à saisir de ce point de vue. Il est difficile d'identifier les leviers financiers. Il n'a pas été évident d'obtenir l'Inter groupe ESS à Bruxelles. Il a fallu aller de commissaire en commissaire.

Il reste aussi le très gros problème de l'accessibilité aux informations pour créer un fonds d'ingénierie sociale : un an pour convaincre la BPI ; un gros problème de trésorerie qui va être difficile pour beaucoup ! Ce n'est pas normal. Les acteurs publics n'ont pas trouvé la solution alors que c'est eux qui en ont la gestion. De là, une sélectivité anormale par l'argent

Barnier avait ouvert une voie : pas que l'argent, l'Europe est une culture : quoi faire avec un Letton, un Hongrois ? Europe sociale ? C'est un enjeu de fond pour l'Europe.

De ce point de vue le nouveau Président est ouvert et parle de Villes ou de Régions entrepreneuriales. L'enjeu est majeur pour les PME, les entreprises sociales.

Table-ronde politique d'élus

Patricia Andriot, Vice-présidente ESS, Région Champagne-Ardenne anime et ouvre par : ESS ou économie autrement ?

Karima Delli, EELV : ESS, opportunité de parler éducation politique, responsabilité, ce n'est pas l'objet des entreprises. Les valeurs de démocratie et d'écologie créent une situation qui va faire émerger de nouveaux interlocuteurs. Un projet de société transformateur est en construction. L'ESS c'est nouveau et ce n'est pas encore dans le logiciel de l'Europe ; avec l'élargissement, beaucoup de savent pas ce que ça veut dire. Economie autrement ? c'est la proximité, des réponses à partir des besoins et des populations, leurs potentiels. Le qualitatif est fondamental. L'ESS est le secteur qui a le mieux résisté à la crise.

Jens Nilsson, Suède : en fonction depuis 2 ans ½ au Parlement européen. Il était maire d'une ville avant, co-fondateur de REVES. L'économie sociale est une solution ; à enseigner dans chaque ville d'Europe. Le climat, les attentats, tout cela va impacter les choses dans les 5 ans à venir. Il y a eu la déclaration de Strasbourg en janvier 2014, la rencontre sous présidence italienne en novembre 2014 (à laquelle Guenther Lorenz de Technet a participé. C'est un début, il faut y travailler, notamment au sein de l'Intergroupe du Parlement européen. Il propose que la réunion débouche sur une lettre RTES/REVES à la Commission.

Patricia Andriot : la Commission parle t'elle d'une même voix ?

Jean-Claude Mizzi, Commission DR Growth (Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME) : il y a plein de rapports sur la table, on en discute : Initiative Entreprise n° 3 ? Initiative pour l'économie sociale ? Ou élargi à l'Innovation sociale. Ça mouline dans trois commissions, en relations proches avec le Cabinet Juncker.

Les budgets ne sont pas calés, mais on parle de plusieurs milliards € dédiés à cet ensemble.

Patricia Andriot : Vu des collectivités territoriales, c'est une très grande complexité pour s'y repérer, ... et la concurrence ? ou alors manque de cohérence entre les Directives ? Elle est d'accord sur la proximité, mais ça ne veut pas dire européen. Alors concrètement ça va donner quoi ? ESS, insertion l'Europe n'aime pas trop. Nous RTES, on a besoin de moyens et on a la volonté de contribuer au comment ça va se rencontrer. Les Etats contribuent moins et veulent plus de redistribution. À savoir que les Etats gèrent 96% du budget !

Jens Nilsson : Maintenant que c'est voté, à nous d'aller négocier avec nos Etats

Karima Delli : sur le budget global, le Parlement doit dire oui/non, mais c'est le plus maigre des budgets que l'Europe votera ! Que va engendrer cette réduction ?

L'accessibilité est l'autre des grands problèmes pour les petits acteurs. Le FEDER est pour les Régions, + 35% du FSE, mais le reste est réservé aux objectifs nationaux. Mais dans les Régions, il y a d'autres portefeuilles ... et pas ESS ! Alors où aura t'on accès à des moyens ?

Jens Nilsson : 26 février, première réunion de l'Intergroupe ESS au Parlement européen. À savoir que PROGRESS est voté : pour 600 Millions €. C'est maintenant qu'il faut s'y mettre. Notre boulot de parlementaire est de faire passer les messages

Karima Delli : + Il faut montrer ce qui marche dans les territoires ; + faire avancer la question de la trésorerie. Pourquoi pas des fonds européens avancés pour permettre d'engager les actions ?

Patricia Andriot : donc l'enjeu est politique ? Que veut-on faire de l'entreprendre autrement ?

Jean-Claude Mizzi, Commission DR Growth : il était avec Barnier en 2010 quand l'entreprenariat social a été lancé. On a dit alors : c'est très différent, mais il n'y a pas de chiffres ; même s'il y en a sur l'économie sociale. Il y avait 50 piliers. Barnier a réussi à maintenir l'entreprise sociale. Mais comme on parle dans l'anglais de Bruxelles, c'est devenu Social Business, parce que Mohamed Yunus .. mais ça a été abandonné pour devenir Social Entrepreneurship.

Marie-Christine Vergiat, GUE (Gauche Unitaire Européen) : Il ne faut pas se battre sur les mots, à l'Est c'est encore autre chose.

Piotr Wolkowski : félicite le travail des députés, mais les jeunes ? ils sont dans l'immédiat et dans une situation de violence extrême ! Alors quel message faire passer ? transposable pour être entendable et entendu par les jeunes ?

Karima Delli : l'Europe est de plus en plus technique ! et avec les Eurorégions, la taille des régions va devenir énorme ! Comment être présents sur le terrain ? Il faut une feuille de route claire dans l'Intergroupe ; utiliser les petits rouages pour faire monter des initiatives citoyennes. À nous au Parlement de mettre les sujets à l'ordre du jour.

Marie-Christine Vergiat : Il faut être radical et pragmatique, dans ce contexte dur dur ! Les jeunes sont européens, ils bougent. Les députés qui veulent venir à l'intergroupe sont d'une grande diversité, comme meilleure résilience, en ne se pas laisser obséder par le profit. C'est un point d'appui à valoriser pour surmonter les blocages. Ça nous permettra, nous les politiques, de travailler ensemble : pour interpeler la Commission et réintroduire l'ESS dans toutes les politiques.

Patricia Andriot conclue : d'accord sur les valeurs ; sur la place économique dans la société quand on sort de l'entre-soi ; la convergence d'intérêts au-delà du bisounours ! On évolue entre opportunités et complexité. Même au RTES, beaucoup ne voient pas l'Europe comme un vecteur utile. La volonté politique du RTES, c'est :

- outiller pour mettre en œuvre
- diffuser cette volonté politique pour améliorer les résultats
- clarifier, mais il n'y a pas que ça
- travailler l'accessibilité
- des échanges (avec MES, RIPESS..)
- des mesures pour évaluer, des indicateurs sur ça progresse

La feuille de route du RTES serait portée concrètement auprès de la Commission et dans l'action concrète.

Compte-rendu Martine Theveniaut 20 janvier 2015